

7 juillet 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien japonais "Yomiuri Shimbun" du 7 juillet 2008, notamment sur la crise alimentaire, le prix du pétrole, le passage du G8 au G13, les priorités de la présidence française de l'Union européenne, la France et l'OTAN et sur les relations franco-japonaises.

Q - La France est la deuxième nation agricole mondiale. Que souhaite-t-elle faire pour répondre à la crise alimentaire internationale ? Quelles mesures devrait prendre la communauté internationale ?

R - La crise alimentaire internationale est un défi majeur pour le monde. Au XXIème siècle, nous ne pouvons pas accepter que, dans le monde, un enfant meurt de faim toutes les 30 secondes, que 25.000 personnes meurent chaque jour de malnutrition ou de sous-nutrition, que 850 millions de personnes souffrent de la faim. Au XXIème siècle, nous devons pouvoir nourrir la planète.

Et je n'hésite pas à le dire : je pense que le monde paie au prix fort de ne pas s'être assez intéressé aux enjeux alimentaires au cours des dernières décennies. La communauté internationale et les institutions internationales doivent désormais se remobiliser sur ce défi. C'est notre responsabilité à tous.

La crise alimentaire appelle une double réponse. D'abord, il fallait traiter l'urgence et c'est ce que la communauté internationale a fait. La France, par exemple, a doublé son aide alimentaire d'urgence pour cette année.

Mais nous devons également apporter des réponses à moyen et long terme. Et c'est à cela que nous devons réfléchir aujourd'hui.

A Rome, lors de la Conférence de la FAO en juin, j'ai proposé un Partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture qui permettra d'unir les forces des institutions financières internationales, des institutions onusiennes, des milieux de la recherche, des ONG, du secteur privé et des Etats pour une action internationale mieux coordonnée et mieux maîtrisée.

Mais nous devons aussi améliorer notre manière d'appréhender et de comprendre les problèmes alimentaires, parce qu'un diagnostic partagé est le préalable à une action coordonnée et efficace. C'est dans cet esprit que j'ai lancé, à Rome, l'idée d'un groupe international de scientifiques, sur le modèle de ce qui existe en matière de réchauffement climatique avec le GIEC, qui aurait pour objectif d'établir un diagnostic précis des difficultés alimentaires et agricoles, et d'alerter sur les risques de crise alimentaire. Cette idée semble rencontrer parmi nos partenaires du G8 un accueil positif et je m'en réjouis.

Et puis, il ne faut pas oublier le défi financier soulevé par cette crise, sur le court et comme sur le long terme. Comme je vous l'ai dit, la France a déjà doublé son aide alimentaire d'urgence pour 2008, et nous prévoyons de déployer sur les cinq prochaines années, un plan d'un milliard d'euros en Afrique sub-saharienne. Je sais que le Japon a lui aussi pris conscience de l'enjeu en annonçant une aide renforcée à l'Afrique lors de la Conférence internationale sur le

développement de l'Afrique en avril dernier.

Vous l'avez compris, il s'agit là de questions essentielles sur lesquelles se portent de grandes attentes. Nous devons être à la hauteur de ces attentes.

Q - Certains pays ont décidé de freiner leurs exportations de nourriture. En considérant la situation actuelle, ces restrictions ne devraient-elles pas être levées ?

R - C'est mon avis et j'espère que ces limites aux exportations de denrées alimentaires seront levées. J'ai noté avec intérêt que plusieurs Etats, dont la Russie, ont récemment fait des annonces en ce sens. Je pense que le G8 appellera les Etats qui ne l'ont pas encore fait à suivre cette voie.

Q - L'augmentation du prix du pétrole entraîne de vives protestations en France et au-delà. Dans quelle mesure le G8 peut-il répondre de manière efficace ?

R - Il y a deux choses dans l'augmentation du prix du pétrole. Il y a d'abord des facteurs objectifs, notamment liés à l'augmentation de la demande en provenance des pays émergents. Pour répondre à cette hausse de la demande, je pense que le G8 devrait d'abord encourager les Etats producteurs à augmenter leur production afin d'éviter les conséquences négatives d'un ralentissement de l'économie internationale et d'une reprise simultanée de l'inflation. Mais les conditions d'offre et de demande n'expliquent pas à elles seules l'explosion du prix du pétrole. Cette volatilité s'explique également par une transparence insuffisante sur le marché du pétrole. C'est pourquoi je souhaite aussi que le G8 encourage la transparence sur ce marché, en demandant aux Etats producteurs de rendre publiques les informations sur leur offre et leurs réserves, et aux Etats consommateurs de rendre publiques les informations sur leurs stocks de pétrole. Il est important d'établir un dispositif pour que les pays producteurs et les pays consommateurs partagent leurs informations sur les réserves, les stocks et la production de pétrole.

Q - Vous soutenez le passage du G8 à un G13 comprenant la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Mexique. Pourriez-vous développer votre idée pour le lecteur japonais, le gouvernement japonais n'étant pas favorable à ce changement ? Comment comptez-vous vous y prendre pour convaincre les autres membres du G8 ? Souhaitez-vous que cette question soit inscrite à l'ordre du jour du sommet de 2009 ?

R - Le G8 reste une enceinte irremplaçable de concertation. Mais ce que je dis, c'est qu'il doit s'adapter aux réalités du XXIème siècle car c'est la condition de sa légitimité et de son efficacité. Qu'il s'agisse des grands déséquilibres financiers et monétaires, des enjeux de développement ou de la lutte contre le changement climatique, il est évident qu'on ne pourra pas continuer à traiter de ces questions à huit sans asseoir autour de la table les puissances émergentes, au nombre desquelles la Chine occupe une place centrale. Nous devons prendre conscience que les Etats du G8 doivent partager les responsabilités avec de nouvelles puissances émergentes. C'est pour cela qu'on ne peut pas se réunir deux jours en G8, et seulement deux heures en G13. On ne peut pas inviter au seul déjeuner du dernier jour deux milliards six cent cinquante millions d'habitants.

C'est la raison pour laquelle j'ai proposé de prévoir, à minima, qu'une journée entière soit consacrée au dialogue avec les grands émergents lors du G8.

J'ai conscience que tous les Etats du G8 ne sont pas sur la même ligne sur cette question mais je souhaite que nous poursuivions le dialogue, car l'élargissement me semble correspondre à une nécessité objective de mieux faire coïncider le G8 avec la réalité de notre époque. C'est aussi, in fine, une nécessité pour asseoir la légitimité du G8 et des décisions qu'il prend aux yeux de nos opinions publiques.

Q - La France entame sa présidence de l'Union européenne £ après le "non" irlandais, comment la France va-t-elle réagir ? Pensez-vous qu'il serait plus pertinent de se concentrer sur les domaines prioritaires que sont l'immigration, la défense européenne, l'énergie et l'environnement ?

R - Le "non" irlandais doit être entendu et il doit être respecté, mais il ne signifie pas la fin du Traité de Lisbonne qui doit permettre à l'Europe de se remettre en marche après dix années de blocage institutionnel. Nous avons, dans le passé, connu ce genre de difficultés et nous avons

crochage institutionnel. Nous avons, dans le passé, connu ce genre de difficultés et nous avons réussi à les surmonter. Nous devons pouvoir y parvenir à nouveau, en prenant en compte les préoccupations de nos amis irlandais.

Mais nous devons aussi entendre le message des peuples. Le "non" irlandais est un appel à faire l'Europe de façon différente, comme l'avait été, avant lui, les "non" français et néerlandais. Les citoyens européens ont le sentiment que l'Europe est encore trop loin d'eux, de leurs vies quotidiennes, de leurs problèmes. Si on veut réconcilier l'Europe avec ses citoyens, nous devons remettre au coeur du projet européen les préoccupations concrètes des Européens.

C'est pourquoi j'ai voulu que les priorités de la Présidence française de l'Union portent sur des sujets qui touchent directement les Européens : l'environnement, l'énergie, l'immigration, la politique agricole et la défense européenne. Sur tous ces sujets, nous devons apporter des réponses concrètes aux questions que se posent les citoyens : comment convaincre le reste du monde de lutter avec nous contre le changement climatique qui nous menace tous ? Comment assurer la sécurité énergétique de l'Europe et protéger les Européens face à l'explosion déraisonnable et sans précédent des prix du pétrole ? Comment gérer l'immigration pour que celle-ci soit une chance et une opportunité pour chacun ? Comment assurer la sécurité alimentaire des Européens tout en participant aux grands équilibres alimentaires du monde ? Comment mieux protéger les Européens dans un monde incertain ? Voilà les grands enjeux de la Présidence française.

Mais la Présidence française ne se limitera pas à ces priorités. Il faudra aussi avancer pour remédier à la situation créée par le "non" irlandais au Traité de Lisbonne. Je me rendrai d'ailleurs en Irlande quelques jours après le sommet du G8. Et puis, bien sûr, la Présidence française jouera son rôle dans les domaines où l'Union européenne développe des actions, qu'il s'agisse des questions économiques et financières, des questions sociales, des transports et des télécommunications, de la recherche, etc...

Q - Le "Livre blanc" de la défense a clarifié votre position vis-à-vis d'un retour de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, à condition que la défense européenne soit renforcée. Comment va se passer concrètement ce retour ?

R - La participation de la France aux structures de l'OTAN et à son commandement militaire ira de pair avec le renforcement de la défense européenne, car les deux sont complémentaires. La France a fait de la défense européenne une des quatre priorités de sa Présidence de l'Union européenne en 2008. Nous espérons rassembler les Européens autour de projets concrets renforçant leurs capacités militaires et de gestion des crises. L'Europe doit assumer toutes ses responsabilités au service de la sécurité internationale. C'est ma priorité. S'agissant de l'OTAN, le Livre blanc a rappelé les principes que je fais miens : indépendance nucléaire de la France & liberté de décision sur l'engagement des forces françaises à l'étranger & pas de troupe sous commandement permanent de l'OTAN en temps de paix.

Le sommet qui célébrera le 60ème anniversaire de l'OTAN l'an prochain sera l'occasion de manifester l'unité des Alliés et la volonté de rénover l'Alliance.

Q - Cette position est perçue en France comme un symbole de votre politique de changement dans le domaine de la défense, en particulier de la position de la France à l'égard des Etats-Unis. Quel sera l'impact de votre position au niveau de la sécurité internationale ?

R - D'abord, il ne faut pas réduire le Livre Blanc sur la défense à la question de l'OTAN. Il s'agit d'une réflexion de fond, extrêmement complète, sur la stratégie globale de sécurité qui doit être celle de la France dans le monde d'aujourd'hui, et sur la meilleure manière d'adapter notre outil de défense aux nouveaux enjeux et aux nouvelles menaces que sont, par exemple, le terrorisme et la prolifération.

La problématique n'est donc pas seulement celle des relations franco-américaines. Elle est, surtout, d'assurer que la France sera mieux à même de se protéger contre de nouvelles menaces, aussi bien nucléaires que terroristes, venant d'Etat ou venant d'organisations criminelles transnationales. J'espère d'ailleurs que ce Livre blanc contribuera au débat européen sur une politique commune de défense.

Q - Avez-vous l'intention de vous rendre à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin ?

R - Comme je l'ai indiqué récemment, j'annoncerai ma décision depuis le Japon, au sommet du G8, auquel sera présent le président chinois Hu Jintao.

Q - La France et le Japon célèbrent le 150^{ème} anniversaire de leurs relations diplomatiques. Dans quels domaines souhaitez-vous que la coopération entre nos deux pays se renforce ?

R - Le Japon est un partenaire majeur de la France en Asie. Nous partageons avec ce pays des valeurs communes de démocratie et de liberté et je suis très attaché à développer et à enrichir nos relations. C'était l'objet de la visite officielle du Premier ministre François Fillon au Japon en avril dernier. Il a souligné, à cette occasion, sa volonté d'approfondir les coopérations scientifiques et industrielles, en particulier dans le domaine du nucléaire civil, entre nos deux pays.

Je dois aussi vous dire que c'est une vraie joie pour moi de venir au Japon à l'occasion du sommet du G8. C'est un pays fascinant et j'ai beaucoup d'admiration pour le grand peuple japonais. D'ailleurs, je compte bien y revenir bientôt pour une visite bilatérale.

Le Japon joue un rôle majeur sur la scène internationale et je considère qu'il est pleinement légitime quand il demande un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Je soutiens cette revendication sans réserve. Nos deux pays ont beaucoup à gagner à travailler ensemble sur les grands dossiers mondiaux : le réchauffement climatique, l'aide au développement, en particulier en Afrique, la lutte contre la prolifération ou encore les crises régionales. Et d'ailleurs, nous avons entretenu une étroite concertation sur tous ces sujets dans la perspective de ce sommet du G8.

Q - Quelles sont les perspectives commerciales entre la France et le Japon autour du développement de l'énergie nucléaire civile ?

R - Les relations industrielles entre la France et le Japon sur le plan nucléaire sont essentiellement le fait du groupe Areva, très présent sur le marché japonais. Cette présence est symbolisée au Japon par l'usine de retraitement de combustibles nucléaires usés de Rokkasho-Mura, construite à partir d'un transfert de technologie française et qui doit être mise en service prochainement. L'activité d'Areva au Japon est déjà bien développée et elle devrait progresser encore dans les prochaines années.

Au-delà de ses activités de fournisseur auprès des compagnies électriques japonaises, le groupe met aussi en place des partenariats avec des entreprises japonaises. Je pense notamment au réacteur de troisième génération ATMEA-1 qu'elle développe avec Mitsubishi Heavy Industries. Je pense également aux autres projets que ces deux entreprises ont annoncés dans le domaine du combustible nucléaire.

Q - Quelle stratégie adopter pour vendre des Airbus A380 aux compagnies d'aviation japonaise ?

R - Je suis convaincu que l'A380 est un avion qui peut intéresser les compagnies aériennes japonaises. C'est un appareil qui a d'énormes qualités et n'a pas d'équivalent aujourd'hui sur le marché que ce soit en termes de capacité, d'économies de carburant, mais aussi en ce qui concerne les niveaux d'émission par passager. Il représente également une solution à la congestion des grands aéroports mondiaux, au Japon comme ailleurs. Il peut enfin contribuer à l'objectif du Japon de doubler le nombre de touristes étrangers au Japon en 2010. Ses atouts sont largement reconnus dans le monde, et en particulier en Asie : ce n'est pas par hasard si sept compagnies aériennes asiatiques l'ont déjà acheté comme, par exemple, Singapore Airlines.